

Décision n°2015 0.002 13 /ARCEP/SG/DGSN
portant attribution de ressources en numérotation à
l'UNICEF.

LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS
ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)

-
- Vu la Constitution ;
 - Vu la Charte de la transition ;
 - Vu le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
 - Vu le décret n°2014-004/PRES-TRANS/PM du 23 novembre 2014 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
 - Vu la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
 - Vu le décret n°2011-655/PRES/PM/MTPEN/MEF du 15 septembre 2011 portant modification du décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
 - Vu le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
 - Vu le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
 - Vu le décret n°2012-649/PRES/PM/MTPEN/MEF du 24 juillet 2012 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
 - Vu le décret n°2013-1027/PRES/PM/MDENP/MEF du 11 novembre 2013 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ensemble son modificatif ;
 - Vu le décret n°2014-0820/PRES/PM/MDENP/MEF du 24 septembre 2014 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
 - Vu les récépissés n°2015-0015/ARCEP/SG/DRMFM du 25 juin 2015 de dépôt de dossier de déclaration de service à valeur ajoutée ;
 - Vu la demande d'un (01) numéro court de l'UNICEF en date du 08 juillet 2015 ;

.../...

D E C I D E

Article 1 : Le numéro **33.50** est attribué à **l'UNICEF** 01 BP 3420 Ouaga 01;
Tél. : 25 46 07 00.

Article 2 : En application des dispositions de l'article 95 de la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008, le numéro attribué à l'article 1 ci-dessus ne peut devenir la propriété de **l'UNICEF** et ne peut faire l'objet de transfert qu'après accord de l'ARCEP.

Article 3 : **L'UNICEF** adresse à l'ARCEP, à la fin de chaque année, un rapport sur l'utilisation effective du numéro attribué.

Article 4 : Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et publiée au Journal Officiel du Burkina Faso.

Ouagadougou, le **13 AOU 2015**

AMPLIATIONS :

- ONATEL S.A
- AIRTEL BURKINA FASO S.A
- TELECEL FASO S.A
- J.O
- Chrono

Le Président,

Mathurin BAKO

Officier de l'Ordre National

